La Référence Plus

QUOTIDIEN
d'informations générales
30me année N°8549

Edition Nationale
Vendredi 08 Octobre 2021

Prix : 2500 FC à Kinshasa - 2500 FC en Provinces - Editeur-Directeur Général : Ipakala Abeiye Mobiko - Directeur de la Publication : Félix Kabwizi Baluku

"Dès lors qu'un individu prend conscience que les lois qui régissent sa société sont injustes et arbitraires, il a le devoir de se révolter et de les combattre". (Mahatma GANDHI)

Edito

Savoir mettre les gants

Gouverner c'est prévoir, dit-on. Qui veut aller loin, ménage sa monture.

Tous ces adages servent pour quelque chose à ceux qui se donnent la peine de les mettre en pratique. Ainsi, pour les dirigeants de la RD Congo à tous les niveaux, des témoignages fusent de partout auprès des personnes qui ont eu la chance d'expérimenter les sages conseils tirés de ces adages.

Cependant, beaucoup d'autres, qui, se sont dit d'agir par défis, ont fini par regretter bien après. Aujourd'hui en RDC, la traversée du désert, avec autant des décennies de guerres et violences inouïes, le temps est venu d'agir en mettant en première position la sagesse. Dieu devrait être invoqué à tout moment pour nous éclairer la voie à suivre. Pour une Nation à plus de 450 tribus, la répartition du pouvoir et des revenus devrait obéir à une logique pouvant nous éviter les sombres jours d'après l'indépendance avec les sécessions et autres maux. La promotion des valeurs ne doit pas être un slogan creux. Nous devons vivre par des actes qui se posent aujourd'hui. Point n'est besoin que les occidentaux viennent nous donner des leçons de cohésion. Aussi, c'est le moment pour les différentes organisations de défense des droits de l'homme de dénoncer la dérive. Les écarts constatés entre les discours de cohésion, d'entente, de lutte contre la pauvreté par un développement prenant en compte les quatre coins de la République inquiètent des hommes et des femmes épris de paix et de justice. Sans vouloir baigner dans le pessimisme béat, il n'est pas tard de rectifier les tirs. Par-ci, par-là, les animateurs du pouvoir devraient revoir leurs copies notamment, dans les nominations en gestation.

Trop c'est trop alertent certaines personnes averties. La paix a besoin de la paix de cœur, de la paix l'esprit, de la concorde et de l'attente. Les Congolais devraient se battre contre l'ennemi commun : la pauvreté. Tout le monde devrait se battre contre les injustices, le favoritisme, le clientélisme, le népotisme et que sais-je encore ; des tares qui tirent la Nation congolaise vers le bas. Ainsi, par sa dimension, sa gouvernance en respectant les règles de l'art en la matière, le pays de Lumumba pourrait servir d'exemple aux autres Nations du monde. Toujours prise comme cobayes dans l'expérimentation, je fais référence notamment au gouvernement 1+4, la RDC s'en sort toujours gagnant. Le Dr Etienne Tshisekedi ne disait-il pas pendant toute sa lutte contre les différents régimes que " *le problème de la RDC est une question de mentalité, point barre* ".

Travaillons notre mentalité, il nous sera facile de mettre les gants, en dépit de la forte pression des ambitions diverses qui semblent nous faire perdre la raison.

Que Dieu nous assiste.

LRP

Pour Antonio Guterres, le dossier Matata est plus politique que judiciaire

(Page 3)

Blocage pour la désignation du président de la CENI

CENCO et ECC invitent le peuple congolais à défendre sa souveraineté

(Page 16)

Visite de la ministre Rose Mutombo à la prison militaire de Ndolo et centrale de Makala

Les femmes détenues de la prison centrale de Makala satisfaites de la réhabilitation du pavillon 9

(Page 2)

Clôture du Forum virtuel de l'AISS en Afrique

Les panélistes identifient des solutions stratégiques et des approches pratiques

(Page 7)

Kisangani dans la province de la Tshopo

La station d'essence de la Procure relancée après 10 ans de fermeture

(Page 6)

Malgré la situation d'état d'urgence sanitaire due à la pandémie de covid19

La ligue pour la lecture de la Bible organise le Camp " Espérance Vivante "

(Page 12)

Annonce

* EN VENTE/ IMMEUBLE /LIMETE ET HOTEL /MONT-NGAFULA .....PP.6&8

English Issue

West has 'no choice' but to support Libyan election delay: analysts

(Page 15)

Visite de la ministre Rose Mutombo à la prison militaire de Ndolo et centrale de Makala

Les femmes détenues de la prison centrale de Makala satisfaites de la réhabilitation du pavillon 9

Par Bibiche Mungungu

La ministre d'Etat, ministre de la Justice et Garde des Sceaux, Rose Mutombo Kiese a inauguré mercredi 6 octobre 2021 le pavillon 9 de Makala réservé aux détenues femmes. C'étaient lors de sa visite à la Prison centrale de Makala. Elle a remis au secrétaire général à la Justice, à titre personnel, une centaine de matelas pour permettre à ces femmes de dormir dans les bonnes conditions.

Le directeur de la Prison Centrale de Makala, le lieutenant-colonel Flory Kandimba, est satisfait de la réhabilitation des pavillons destinés aux femmes détenues. Et surtout, il a apprécié à sa juste valeur la présence de la ministre d'Etat, ministre de la Justice à la Prison Centrale de Makala. Il a ajouté que la nourriture " Voungoulé " appartient au passé et que les détenues ont une alimentation diversifiée. L'arrivée de Mme Rose Mutombo a contribué à la diminution des cas de malnutrition.

Avant d'aller à la prison centrale de Makala, la ministre Rose Mutombo a démarré sa visite à la prison militaire de Ndolo.

Arrivée sur le lieu, la ministre Rose Mutombo a échangé avec certaines détenues dans leurs cellules afin de recevoir leurs préoccupations.

Le directeur de la Prison militaire de Ndolo, le lieutenant-colonel Flory Manga, a déclaré qu'il est beaucoup plus ravi par le passage de la ministre d'Etat. C'était une occasion pour lui de présenter les préoccupations en rapport avec le travail rendu. Il s'agit de la gestion des personnes qui sont privées de liberté.

La patronne de la Justice congolaise va se rendre à la prison Centrale de Makala où elle a fait le tour de ce centre pénitencier, du chantier pour la construction de la borne Fontaine, en passant par le centre médical, le dépôt des stocks en vivres et non vivres, la pharmacie et la cuisine.

Rose Mutombo a entendu le cri du directeur de la Prison de Makala par rapport à la pénurie d'eau

et de l'électricité. "Il est grand temps qu'on puisse améliorer ces deux défis qui nous restent dans les différents pavillons réhabilités pour que les détenus soient de bonnes conditions", a-t-elle dit.

Elle a saisi cette occasion pour rappeler que dès son entrée à la tête du ministère, elle s'est engagée s'agit à la mesure de ses possibilités. "Vous avez vu comment nous allons de changement en changement pendant ces cinq mois. Que Dieu nous prête vie pour que l'amélioration des conditions de vie des détenus de la Prison centrale de Makala particulièrement et de la RDC d'une manière générale soit au rendez-vous pour le respect des droits humains", a-t-elle souligné.

Concernant les conditions de travail du personnel pénitentiaire, la ministre d'Etat, ministre de la Justice a apaisé ce personnel qui attende, depuis plus de 10 ans, qu'il soit mécanisé. Car, le ministre d'Etat à la Fonction publique a expliqué que plus de 22.000 agents seront mécanisés." Nous irons palier par palier et je mentirai si je disais que l'Etat engagerait tout le monde. On va voir l'ancienneté et le niveau d'études. Nous allons prendre à cœur toutes vos préoccupations. Nous sommes là depuis quatre mois et demi. Donnez-nous le temps et gardez votre calme pour que les responsables concernés se penchent sur tous les cas à régulariser", a insisté la ministre de la Justice.

Signalons que la réhabilitation de la Prison centrale de Makala a commencé pendant le programme d'urgence de 100 jours du chef de l'Etat. Le contrat avait été conclu en mai 2019 prévoyait la réhabilitation de 8 pavillons sur 11 ainsi que quelques bâtiments de la Prison Centrale de Makala.

La première préoccupation qui n'est pas spécifique est celle liée à la surpopulation carcérale. Ils ont profité de la présence de la ministre d'Etat, ministre de la Justice pour lui présenter cette situation. Par-là, on fait allusion à la réhabilitation des infrastructures qui sont vétustes à tel point qu'avec l'évolution, l'effectif est beaucoup plus important. Bien avant, la capacité d'accueil prévue était de 540 prévenus. A ce jour, nous sommes à 2.100 détenus.

Au nom des détenues femmes, la gouvernante du Pavillon 9, Pamela Kabakele, a indiqué que les repas sont mieux présentés depuis un certain temps, bien propres et accompagnés du poulet et du poisson. Ce qui ne se faisait pas avant. " Nous sollicitons la libération massive des femmes à cause de l'état de leurs dossiers, car beaucoup de cas sont bénins ". Et d'enchaîner que " nous comptons sur la main de votre cœur et nous vous demandons de bien vouloir mettre à notre disposition, différentes activités, comme la lecture, le sport, l'alphabétisation, recevoir des formations qui vont dans le sens d'une rééducation qui sera un plus pendant et après notre séjour dans ce milieu carcéral car nous devons rester fortes, positives et avoir le moral au beau fixe ".

La Référence Plus

Quotidien d'Informations Générales
Adresse : Croisement des Avenues 24 Novembre - Ngele / C. Lingwala (en face de l'Académie des Beaux Arts)
Phone : 0999923379
E-mail: reference_20ans@yahoo.fr
B.P. : 12520 Kinshasa I
Autorisation de publication N°041/SGC/063/92
****

Editeur-Directeur Général
André Ipakala Abeiye M.
0999923379
Directeur de la Publication
Félix Kabwizi Baluku
0999913816
Directeur de la Rédaction
Théo Kimpanga N'Key I.
0999949445
Assistante de l'EDG
Eveline Badika
0814234602
Rédacteurs en Chef
Franck Mona K.(Politique)
0999911984
N. Rachidi (Provinces)
Secrétaires de Rédaction
Déo Mulima (0998405728)
Martinez Ngyaluka (0998893030)
Dominique Kadimamuya (0991564565)
Chefs de Rubriques
José Wakadila (Société)
0998129128
Rédaction Générale
José Wakadila,
Bibiche Mungungu,
Anastasie Mukawa
(0990012819, 0825329453)
Génie Mulobo (0999954394)
Julie Ngalula T.
Grace Ngyke
Mireille Mpemba
Makinzolela Menayeto
English Issue
John Nkwady Kankolong
Représentations provinciales
- **Bandundu** : **Mayele**
- **Kasaï – Oriental** :
- **Maniema** : Patrick Kamombo
- **Nord-Kivu** : Sumaili Pene Djadi
- **Province Orientale** : Gilbert Risasi
- **Sud – Kivu** : Asani Abdalah
Etranger
- Congo Brazza: Itcha Djata
Service Technique
Anastasie Mukawa Kimina
Génie Mulobo Mwadi West (0810774823)
Patrick Mbuyi (WM) 08151 44914 - 089 5098679
Administration
Janvier Band'Aka-Suro
Mireille Thansya (0998540079; 0896154045)
Tina Ngindu
Finances & Vente
Jean-Pierre Mobiko (+243815093722)
Pascaline Boyingandi
Gaby Lego
Fiston (0840513276)
Aimée Bwanga
Esther Seluwa
Imprimerie
ILAREF

Pour Antonio Guterres, le dossier Matata est plus politique que judiciaire

La situation de la République Démocratique du Congo a été débattue, le mardi 5 octobre 2021, au Conseil de sécurité en présence de la représentante spéciale du secrétaire général des Nations Unies en RDC et cheffe de la Monusco (Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation de la République Démocratique du Congo), Mme Bintou Keita. C'était aussi l'occasion pour Antonio Guterres, le secrétaire général des Nations Unies, de rendre compte, dans son " Rapport général sur la Monusco ", de la situation qui prévaut en RDC.

Pour l'essentiel, le rapport, soumis en application du paragraphe 55 de la résolution 2556 (2020) du Conseil de sécurité, *" porte sur les principaux faits nouveaux qui se sont produits en République démocratique du Congo du 19 juin au 17 septembre 2021 ",* peut-on lire à son introduction. Et de préciser : *" Il rend compte des progrès accomplis dans l'exécution du mandat de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO) depuis le rapport précédent, en date du 21 juin 2021 (S/2021/587). Il donne un aperçu de l'évolution de la situation politique et présente la démarche globale poursuivie par la Mission concernant la protection des civils, la stabilisation et le renforcement des institutions étatiques et les principales réformes sur le plan de la gouvernance et de la sécurité. Il accorde une large place à l'élaboration par le gouvernement de la République démocratique du Congo d'un plan de transition, sur la base de la stratégie commune de retrait progressif et échelonné de la MONUSCO (S/2020/1041), comme l'a demandé le Conseil dans sa résolution 2556 (2020) "*.

Si le Conseil de sécurité des Nations Unies s'est plié à son exercice habituel, le rapport génaral d'Antonio Guterres s'est attardé sur des points importants qui polluent le climat politique en RDC.

La loi sur la " congolité ", cette proposition de loi qui cherchait à réserver la fonction présidentielle aux seuls Congolais nés de père et mère, a été portée à la connaissance du

Conseil de sécurité. Cerise sur le gâteau, Antonio Guterres a fait part au Conseil de sécurité de non-dits de la pression judicaire exercée sur l'ancien Premier ministre Matata Ponyo Mapon, interprétée, selon lui, " comme un moyen de neutraliser un éventuel candidat présidentiel ".

Antonio Guterres, Secrétaire général de l'ONU

Sur ces deux faits majeurs, le SG Antonio Guterres note précisément ce qui suit : *" Le 8 juillet, le député Nsingi Pululu (ancien FCC ayant traversé armes et bagages à l'USN) a déposé au Bureau de l'Assemblée nationale une proposition de loi modifiant et complétant la loi sur la nationalité de 2004, visant à réserver certaines fonctions régaliennes aux Congolais de père et de mère. Des figures politiques et des membres de la société civile ont interprété la proposition de loi comme une menace à la cohésion et à la stabilité nationales, ainsi qu'une tentative d'exclure certaines personnalités politiques de l'élection présidentielle de 2023. De même, les allégations portées contre le sénateur Augustin Matata Ponyo Mapon (indépendant) au sujet d'une mauvaise gestion des fonds publics, du temps où il était Premier ministre, de 2012 à 2016, ont également été interprétées par certains acteurs politiques comme un moyen de neutraliser un éventuel candidat présidentiel "*.

Autrement dit, le dossier Matata a dépassé les frontières nationales. Il est désormais porté en haut lieu de la politique internationale. Que le Conseil de sécurité en parle, il y a bien des signaux qui ne trompent pas.

Les lignes bougent. C'est évident.

BBM

L'ACP est engagée dans l'amélioration des conditions de travail de son personnel, selon le Pr Lambert Kaboyi

Le directeur général de l'Agence congolaise de presse (ACP), le Pr Lambert Kaboyi a affirmé, mercredi au cours d'une assemblée générale des agents et cadres de ce média public, que la direction générale est résolument engagée dans l'amélioration des conditions de son personnel.

Il a souligné à l'attention de l'assistance que l'ACP est apolitique et qu'à ce titre, a-t-il martelé, le personnel de l'ACP est interdit d'organiser des activités politiques au sein de ce média public, avant de préciser que sur le plan rédactionnel, sa ligne éditoriale est pro gouvernementale.

Le Pr Lambert Kaboyi a également abordé, au cours de sa communication, la problématique de la lutte contre les antivaleurs dont il a fait son cheval de bataille. " Nous devons tous lutter contre le tribalisme et le régionalisme au sein de notre entreprise, car nous travaillons tous pour le compte de l'ACP et pour l'intérêt de la RDC ", a-t-il dit en substance.

Par ailleurs, il a salué la présence des personnes nouvellement engagées, expliquant qu'il s'agissait en fait d'une régularisation administrative des cas de ces personnes dont la plupart prestaient depuis longtemps à l'ACP comme stagiaires.

Il les a exhortées à se mettre résolument au travail et à faire preuve de professionnalisme au cours de la période probatoire, avec le concours des anciens.

C'est dans ce cadre qu'il a mis en garde les agents qui se manifestent par l'absentéisme, avant de rappeler aux chefs des départements l'application des dispositions légales en matière conformément à la Convention collective de l'ACP.

Le directeur général Kaboyi a par ailleurs annoncé la nouvelle mise en place en élaboration en vue de redynamiser le travail au sein des différents services.

Un bilan à mi-parcours satisfaisant

En outre, Lambert Kaboyi a présenté un bilan satisfaisant à mi-parcours de son action depuis sa prise de fonction à la tête de ce média public. Il a, à cet effet, énuméré quelques réalisations entre autres : la régularisation de la situation administrative des stagiaires professionnels, la lutte contre les antivaleurs, l'amélioration du barème salarial des agents, la reprise par l'ACP de son pouvoir régalien de publication des résultats de l'Examen d'Etat, ainsi que la mise en service de la section ACP/TV.

Toutes ces réalisations et bien d'autres se font grâce au sens managérial élevé des responsables de l'ACP étant donné qu'en dehors de la rémunération, ce média public ne reçoit jusque-là aucun sou pour son fonctionnement de la part de l'Etat propriétaire.

Enfin, il a préconisé la redynamisation du Service de formation en vue d'assurer une forma permanente du personnel de l'ACP à tous les niveaux. Pour clore sa communication, le directeur général Lambert Kaboyi a accordé la parole à quelques collaborations pour certaines clarifications d'ordre technique.

ACP/LRP

Développement de 145 territoires de la RDC

Le Premier ministre Sama Lukonde échange avec les notables du Haut-Katanga

Par Bibiche Mungungu

Ayant eu échos du programme du gouvernement sur le développement à la base des 145 territoires, les notables du Haut-Katanga, conduits par le gouverneur de province, Jacques Kyabula Katwe ont rencontré, mardi 5 octobre 2021 à la Primature, le Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge.

L'amélioration des infrastructures routières, le forage des puits d'eau, la mécanisation de l'agriculture et autres besoins urgents des leurs territoires respectifs sont autant des sujets qui ont été au menu de leurs échanges.

Le porte-parole de la délégation, le chef coutumier Kaponda Lubenga Bwalia Sacadet, a exprimé la satisfaction de cette délégation à la presse à l'issue de cette rencontre.

" Notre entretien a tourné autour des problèmes que nous traversons dans nos entités coutumières dans les territoires, dans les secteurs et les chefferies. Concernant d'abord les routes, les dispensaires, les hôpitaux. Il a énuméré plusieurs problèmes auxquels nous traversons dans nos villages comme le forage des puits. En tant que chefs coutumiers, nous avons besoin des tracteurs, puisque la culture doit être mécanisée ", a-t-il expliqué.

Sur le perron de l'Hôtel du gouvernement, le Premier ministre Sama Lukonde pose avec les notables du Haut-Katanga. Photo Primature-RDC

Le chef Kaponda Lubenga a affirmé que le chef de l'Exécutif national s'est montré très réceptif et qu'il a, par la même occasion, promis de s'imprégner de la situation ainsi que de son évolution afin de trouver des solutions idoines pour le développement de l'ensemble de la province pour le bien de tous.

" La réponse du Premier ministre était positive. Il reste étudier avec son cabinet, voir comment on peut aider toute la République. Nous félicitons le Premier ministre d'avoir songé à nous. Et nous l'encourageons à travailler dans la sérénité et tous les chefs coutumiers du Grand-Katanga, nous sommes derrière lui. Nous remercions son Excellence Monsieur le président de la République d'avoir songé à notre fils ", s'est-il félicité.

Par des militaires des FARDC

Zoé Kabila sommé de libérer ses bureaux à la Gombe

Plusieurs militaires tentent d'évacuer Zoé Kabila Mwanza Mbala, l'ancien gouverneur du Tanganyika et jeune frère de l'ancien président de la République, Joseph Kabila Kabange, de ses bureaux situés dans la commune de la Gombe, non loin de la Direction générale des douanes et accises de la place Royale.

D'après ses proches qui ont sonné l'alerte, Zoé Kabila en est locataire. La présence des éléments des Forces armées de la RDC, dans cette opération, ne se justifie pas.

Ses avocats qui se sont confiés à Top Congo, cette expulsion est illégale et promettent de saisir la justice afin que leur client soit rétabli dans ses droits.

Il est quand même curieux de constater que, de plus en plus, pour déguerpir des gens, ce sont des éléments des FARDC qui sont utilisés au lieu de la police. Si ce que les avocats de Zoé Kabila ont expliqué sur Top Congo Fm s'avérerait vrai, on ne peut que condamner cette propension au régime actuel d'utiliser des militaires pour des dossiers relevant du droit civil. Pour que l'on sache, le locataire Zoé Kabila n'est pas un militaire. Alors, quelle est instance judiciaire qui a requis ces soldats pour une opération de déguerpissement ? Etonnant du tout de même.

Pour rappel, Zoé Kabila a été destitué de ses fonctions de gouverneur de Tanganyika. Cette destitution a été confirmée par la Cour constitutionnelle. Bloqué à Kinshasa, il était dans l'impossibilité de présenter ses moyens de défense devant l'organe délibérant de sa province.

LRP

Affaire Chebeya-Bazana en RDC : le procès reporté pour la seconde fois

Dans l'affaire de l'assassinat de Floribert Chebeya et Fidèle Bazana, le nouveau procès de Christian Kenga Kenga et Jacques Mugabo devait avoir lieu en leur présence, le mercredi 6 octobre la Haute Cour militaire. Les deux hommes ont déjà été condamnés à mort par contumace. Mais pour la deuxième fois l'audience a été reportée.

L'on rappelle que le procès de Christian Kenga Kenga et Jacques Mugabo devait débuter le 22 septembre. Mais ce jour-là, les accusés se sont présentés sans défense. L'audience a donc été reportée, le temps de leur attribuer des avocats.

Aujourd'hui, les avocats commis d'office étaient présents, mais ont demandé un nouveau report, le temps de pouvoir étudier les dossiers. Une demande à laquelle la Cour a accédé. Une nouvelle audience est prévue la semaine prochaine.

Onze ans après les faits, le témoignage des deux prévenus est très attendu. Aucune grande révélation n'est à espérer sur les faits, qui ont déjà été largement documentés. Mais c'est la première fois que les deux accusés vont pouvoir s'exprimer et donner leur version des accusations portées contre eux.

Questions sur les commanditaires de l'assassinat

Les principales questions en suspens concernent leurs supérieurs et les commanditaires de cet assassinat. Deux généraux sont cités, Numbi et Djadjidja. L'un est en fuite, l'autre est détenu.

Les portraits de Floribert Chebeya et Fidèle Bazana, tous deux militants des droits de l'homme en République démocratique du Congo, assassinés en 2010. AFP PHOTO / JUNIOR D. KANNAH

Ce procès est une étape importante pour les familles des victimes, pour la veuve Chebeya ainsi que pour la veuve Bazana. Cette dernière espère que les audiences permettront de faire la lumière sur l'emplacement de la dépouille de son mari, afin de lui offrir une sépulture.

LRP

Au cours de la réunion hebdomadaire

Le Comité de conjoncture économique salue l'accroissement des dépenses d'investissement du gouvernement

Le Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde, a présidé, mercredi 6 octobre 2021, la réunion hebdomadaire du Comité de conjoncture économique (CCE) à laquelle ont pris part les différents ministres sectoriels en l'occurrence le ministre d'État au Plan, Christian Mwando Nsimba, le ministre du Budget, Aimé Boji Sangara, le ministre des Finances, Nicolas Kazadi, le ministre du Commerce extérieur, Jean-Lucien Bussa, le ministre des Mines, Antoinette N'samba Kalambayi, le ministre de l'Economie nationale, Jean-Marie Kalumba Yuma, ainsi que la gouverneure de la Banque centrale du Congo, Mme Malangu Kabedi Mbuyi.

A en croire le ministre d'État au Plan qui a rendu compte de cette réunion à la presse, tous les paramètres macro-économiques sont stables. Christian Mwando Nsimba a, par ailleurs, exprimé le satisfecit du comité de conjoncture économique pour l'accroissement des dépenses d'investissement du gouvernement.

"Au niveau macro-économique, les paramètres sont généralement stables. Il y a une maîtrise du taux de change qui se situe aujourd'hui à l'officiel à 1 dollar américain pour 1995 francs congolais et, au parallèle, à 1

dollar américain pour 2039 francs congolais. Au niveau de l'inflation, la situation est globalement maîtrisée et des projections sont faites pour arriver à un maximum de 4.5% de taux d'inflation alors que le contrat avec le FMI nous projette à 6%. Le Premier Ministre a également félicité le ministre des Finances pour les efforts qui sont faits notamment en ce qui concerne l'accroissement du niveau des dépenses d'investissement. Nous étions à plus ou moins 3% des dépenses d'investissement. Globalement nous sommes passés à environ 8%", a déclaré Christian Mwando Nsimba.

Le Comité de conjoncture économique dit aussi constater la persistance de la fraude minière. Cependant, les efforts du gouvernement provincial du Lualaba ont été salués, grâce à l'interception d'une cargaison des minerais.

" Il a été constaté la fraude persistante dans le secteur minier, notamment il a été arrêté au niveau du Lualaba 17 containers de 40 tonnes de cobalt. Pour cela, le Premier ministre a tenu à féliciter la gouverneure du Lualaba et a demandé à tous les autres gouverneurs notamment ceux du Haut-Katanga et de l'Est du pays, du Sud-Kivu, du Nord-Kivu et de l'Ituri de suivre le même mouvement. Il a demandé que toutes les dispositions soient prises pour que les auteurs de cette fraude soient sévèrement sanctionnés", a dit Christian Mwando Nsimba.

Pour bien passer les festivités de fin d'année, des instructions claires ont été données aux ministres sectoriels pour garantir les stocks des biens de grande consommation.

"Enfin, le comité de conjoncture a demandé que toutes les dispositions soient prises par le ministre de l'Economie et les concernés pour que les stocks soient disponibles et qu'on crée l'abondance pour les festivités de fin d'année", a conclu le ministre d'État au Plan.

Échangeant avec le Premier ministre Sama Lukonde

Des investisseurs Turcs annoncent d'importants projets de développement en RDC

Le Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge, a reçu en audience, mercredi 6 octobre 2021 à la Primature, une délégation d'investisseurs Turcs conduite auprès de lui par l'ambassadeur de Turquie en République démocratique du Congo. Cette délégation, qui avait à sa tête M. Ahmet Çalyk, a annoncé au Premier-ministre Jean-Michel Sama Lukonde la réalisation dans les tout prochains mois des projets de développement au bénéfice de la République démocratique du Congo et de tout son peuple. Cette annonce intervient quelques semaines après que le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a effectué une

visite d'État en Turquie au mois de septembre dernier.

S'exprimant devant la presse, au nom de la délégation après cette audience, Hakki Akil s'est dit satisfait de la qualité des échanges qu'ils ont eus avec le chef du gouvernement congolais.

" Après la visite très réussie du président de la République, Félix Tshisekedi, nous avons eu l'honneur de visiter votre beau pays. Aujourd'hui, nous avons été reçus par le Premier ministre. Nos échanges ont été très fructueux. Nous avons parlé des projets concrets pour le développement de la République Démocratique du Congo avec le chef du gouvernement congolais et les membres de son cabinet. Nous avons parlé des choses concrètes. Et nous pensons pouvoir réaliser ces projets-là ensemble avec les autorités congolaises le plus tôt possible pour le bien-être du peuple congolais. Nous avons été très contents de voir que les autorités congolaises nous font confiance pour que nous puissions finaliser des projets d'infrastructures, des projets d'énergie et miniers pour le développement de votre beau pays. En priorité, il y a des projets d'infrastructures probablement. Nous avons proposé également la construction des hôpitaux pour lesquels nous sommes experts et des routes pour l'interconnectivité du pays. Nous voulons également subvenir aux besoins énergétiques du pays par la production de l'énergie, que ce soit par le solaire, l'hydroélectrique ou les centrales à gaz ", a confié M. Hakki Akil.

Ces investisseurs turcs se proposent d'être des partenaires au développement du Gouvernement de la République démocratique du Congo.

" Nous avons dit en gros que nous nous sommes des partenaires des solutions pour le Gouvernement congolais et que leurs priorités seront les nôtres. Parce que, après tout, c'est au gouvernement congolais de décider, de nous montrer le chemin, de nous dire leurs priorités et nous, nous serons là pour les réaliser. Je peux vous dire très sincèrement qu'il y a eu une très bonne entente, une compréhension réciproque avec monsieur le Premier Ministre, qui est très intéressé bien sûr par le développement du pays dans tous ces domaines-là pour le bien du peuple. En tout cas, nous sommes très heureux, honorés et contents d'être dans votre beau pays ", a-t-il ajouté.

LRP

Déclaration de perte de Certificat d'enregistrement

Je soussigné Monsieur **KUMBI MUBANGU** déclare avoir perdu le certificat d'enregistrement **Volume ABK 08, Folio 18**, couvrant la parcelle n°6112 du plan cadastral de la Commune de Barumbu.

Cause de la perte ou de la destruction : **Vol**

Je sollicite le remplacement de ce certificat et déclare rester seul responsable des conséquences dommageables que la délivrance du nouveau Certificat pourrait avoir vis-à-vis des tiers.

Fait à Kinshasa, le 04/09/2021

Kisangani dans la province de la Tshopo

La station d'essence de la Procure relancée après 10 ans de fermeture

Par Gilbert Risasi Sindano

Le vendredi 1er octobre 2021, le vicaire général de l'Archidiocèse de Kisangani, Mgr François Mwarabu a procédé à la coupure du ruban symbolique et la bénédiction de la remise en service de la station d'essence de la Procure des Missions Catholiques après 10 ans de fermeture. C'était une cérémonie modeste qui s'est déroulée en présence des agents pastoraux et du personnel de la Procure.

Face à la presse à l'issue de cette cérémonie, l'économe adjoint et recteur de la Procure a rappelé l'historique de la station d'essence de la Procure de Kisangani. Selon l'Abbé Richard Watoko, celle-ci avait été créée en vue de faciliter la tâche aux missionnaires dans le ravitaillement en produits pétroliers pour leur mission tant à Kisangani qu'à l'arrière - province.

Mgr François Mwarabu bénit la station d'essence de la Procure (Photo Cerise Mtoro/RTA)

Après le départ de ces serviteurs de Dieu, la station d'essence de la Procure des Missions avait continué de fonctionner aux profits des agents pastoraux pour leur épargner de bousculades et autres clients. Entre-temps, le système de pompe mécanique était démodé, et qu'il fallait une mutation vers le système électronique. D'où sa fermeture depuis 2011.

Abbé Richard Watoko fait l'historique de la station à la presse (Photo Cerise Mtoro/RTA)

En 2019, affirme l'Abbé Richard Watoko, avec l'autorisation de Mgr Marcel Utembi Tapa, Archevêque métropolitain de Kisangani, et grâce à l'expertise de la société Petro Maïsha, détentrice de plusieurs stations-services dans cette ville notamment, une nouvelle station d'essence avec pompe électronique a été implantée à la Procure et au même endroit au sein de celle - ci dans la commune Makiso.

Il s'est fait malheureusement que l'apparition de la pandémie à Covid-19 et les mesures barrières édictées par les autorités de la RDC ont retardé la relance des activités de la station d'essence de la Procure des Missions Catholiques, s'est justifié l'Abbé économe adjoint et recteur de la Procure. La situation s'étant quelque peu stabilisée, il a été décidé de sa remise en service, a - t - il fait savoir.

" La charité bien ordonnée comme par soi-même ", dit-on. M. l'Abbé Richard Watoko a rappelé cet adage pour préciser que la station d'essence de la Procure des Missions est destinée avant tout aux agents pastoraux. Cependant, à Kisangani, leur nombre ne dépasse pas cinq cents (500) prêtres, abbés, sœurs religieuses, etc.

C'est pourquoi, dans sa mission universelle, l'Eglise Catholique ouvre aussi la porte à tout le monde qui veut s'approcher de l'Archidiocèse. Ceci, dans l'ordre et le respect de certaines instructions parmi lesquelles les jours et heures d'ouverture et de fermeture de la station (fermée les dimanches), sauf en cas de force majeure.

S'agissant des produits, Richard Watoko rassure que la Procure des Mission s'approvisionne en ceux de l'Ouest (via Kinshasa) dont la qualité est meilleure (lourde) que celle de ceux importés par la voie de l'Est (légère).

" Pour faire mille kilomètres à pieds, il faut commencer par un pas ", a rappelé l'Abbé économe adjoint et recteur de la Procure. Ceci, étant donné que l'Archidiocèse de Kisangani compte, progressivement, installer d'autres pompes pour d'autres produits pétroliers, notamment le gasoil, après l'essence qui est la seule actuellement en vente.

Quant à l'avenir de la station d'essence de la Procure des Missions de Kisangani, l'Abbé Richard Watoko rassure que toutes les précautions seront prises pour que le service ne s'arrête plus. " Nous allons observer scrupuleusement certaines exigences dont la révision de la pompe et la gestion des stocks ".

Il sied de souligner que la relance de la station d'essence de la Procure des Missions Catholiques de Kisangani a été précédée par la formation des agents afin de rendre un service de qualité aux clients.

En vente

Hôtel neuf, 50 chambres R.CH + 2 + Eau de Forage/ en permanence, jamais habité

Lieu - Q/Munkole/Mont-Ngafula/Kinshasa / RDC

Convient pour : un couvent, collège, foyer social, une université ou une résidence, dans un environnement sécurisé

Fonctionnel immédiatement

Prix : 1.500.000 $ US

Tél : (+243)852688252-825123189- 899291061

Clôture du Forum virtuel de l'AISS en Afrique

Les panélistes identifient des solutions stratégiques et des approches pratiques

Par Bibiche Mungungu

Les travaux du forum virtuel de la sécurité sociale en Afrique: progrès, défis et solutions ouverts mardi 05 octobre 2021, se sont clôturés, hier jeudi 07 octobre. Organisé par l'Association Internationale de la Sécurité Sociale (AISS), ce forum a permis aux panelistes des pays membres d'identifier des solutions stratégiques et des approches pratiques aux principales priorités de la sécurité sociale en Afrique.

La République Démocratique du Congo, à travers le ministère de l'Emploi, Travail et Prévoyance Sociale et la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) a pris part à ce forum.

La ministre de l'Emploi, Travail et Prévoyance Sociale, Claudine Ndusi M'Kembe a pris une part active à la session spéciale de haut niveau sur le thème : Répondre aux besoins de la population africaine en matière de sécurité sociale. Elle s'est exprimée sur l'importance de la sécurité sociale pour répondre aux besoins des travailleurs et de la population, notamment dans le contexte de la pandémie de la Covid-19, des taux élevés d'informalité et des vulnérabilités. Elle a également épinglé les stratégies et approches du gouvernement congolais pour répondre au besoin de sécurité sociale, y compris les priorités et plans afin d'étendre la couverture, améliorer l'adéquation des prestations et renforcer la capacité institutionnelle pour atteindre ces objectifs.

Mme la ministre a saisi cette occasion pour féliciter la clairvoyance de l'OIT, qui neuf mois avant la pandémie, avait déjà donné des orientations invitant l'ensemble des États membres à adopter une approche de l'avenir du travail centré sur l'homme en investissant dans trois domaines à savoir; l'accès universel à une protection sociale complète et durable et l'accompagnement efficace des personnes au cours des transitions qui surviennent dans leur vie professionnelle; les institutions du travail, afin d'offrir une protection adéquate de tous les travailleurs en ce qui concerne: le respect de leurs droits fondamentaux; un salaire minimum adéquat; la limitation de la durée du travail, la sécurité et la santé au travail; une croissance économique soutenue, inclusive et durable, le plein emploi productif et le travail décent.

La ministre de l'Emploi, Travail et Prévoyance sociale, Claudine Ndusi M'Kembe

A l'heure actuelle, après deux ans d'expérience de Covid-19, l'enseignement qui se dégage est que pour bâtir le monde du travail de l'après pandémie, la justice sociale est une condition préalable à la résilience et à la pérennité au travail, comme elle l'est à une paix durable. Cela confirme que la solidarité et l'équité doivent être au cœur d'une reprise centrée sur l'humain.

Elle a remercié MM Joachim et Caetano respectivement président et secrétaire général de l'AISS pour le travail efficace de coordination qu'ils réalisent et qui a beaucoup contribué à la mise en liaison des institutions membres de l'Association Internationale de la Sécurité Sociale.

En République Démocratique du Congo face à la Covid-19, de mesures ont été prises dans le souci de pouvoir mitiger les conséquences sociales de la Covid-19. Ainsi, une récente étude réalisée à Kinshasa avec l'appui de BIT a montré que la crise sanitaire a eu plus d'impact sur le travail des femmes que celui des hommes en raison des inégalités structurelles.

Le directeur général a.i. de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), Dr Jean Simon Mfuti Kiaku, a au cours de ce forum intervenu en tant que panéliste pour partager ses points de vue et l'expérience de la caisse dans deux discussions. La première a porté sur : " étendre la couverture de pensions et renforcer la sécurité du revenu de vieillesse". La deuxième sur: " les solutions administratives et numériques pour lutter contre l'erreur, l'évasion et la fraude ", où il a présenté la bonne pratique soumise par la CNSS intitulée :" modèle de partenariat entre la CNSS et l'Association des Pensionnés et Rentiers de la CNSS: Une réponse à la fraude dans la gestion des risques opérationnels ".

Le Dg .a.i. de la CNSS, a remercié l'organisateur pour ce forum très bénéfique par rapport aux échanges des expériences dans le but d'améliorer la gestion des risques sur la sécurité sociale surtout en cette période de la crise sanitaire la Covid-19.

La CNSS/RDC primée pour deux bonnes pratiques

En marge de ce forum, l'AISS a décerné le Prix AISS triennal des bonnes pratiques pour l'Afrique. Ce prix est important consacré au travail exceptionnel des institutions de sécurité sociale de la région. Ces bonnes pratiques sont notamment : Modèle de partenariat entre la CNSS et l'Association des Pensionnés et Rentiers de la CNSS: Une réponse à la fraude dans le gestion des risques opérationnels et pour la réforme du régime général de la sécurité sociale de la République Démocratique du Congo : une pratique de conformités aux normes supranationales en matière de sécurité sociale et de collaboration participative des partenaires sociaux.

Fraude minière : le CCE annonce l'interception d'une cargaison de 17 tonnes de cobalt au Lualaba

La fraude minière est persistante en République Démocratique du Congo (RDC), malgré les efforts entrepris par le gouvernement pour mettre fin à cette pratique qui empêche le pays d'aller de l'avant.

Ce constat amer a été fait ce mercredi 06 octobre au cours de la réunion du Comité de Conjoncture Economique (CCE) présidée par le Premier-Ministre Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge.

Pour le Ministre d'État, Ministre du plan Christian Mwando qui a fait le compte-rendu à la presse, les efforts du gouvernement provincial du Lualaba ont été salués, grâce à l'interception d'une cargaison des minerais.

" Il a été arrêté au niveau du Lualaba 17 containers de 40 tonnes de cobalt. Pour cela, le Premier Ministre a tenu à féliciter la gouverneure du Lualaba et a demandé à tous les autres gouverneurs notamment ceux du Haut-Katanga et de l'Est du pays, du Sud-Kivu, du Nord-Kivu et de l'Ituri de suivre le même mouvement ", a indiqué le ministre d'État en charge du plan.

Le chef du gouvernement a demandé par ailleurs que toutes les dispositions soient prises pour que les auteurs de cette fraude soient sévèrement sanctionnés.

La réunion hebdomadaire du Comité de Conjoncture Economique (CCE) a connu la participation des différents ministres sectoriels en l'occurrence le Ministre d'État au Plan, Christian Mwando Nsimba, le Ministre du Budget, Aimé Boji, le Ministre des Finances, Nicolas Kazadi, le Ministre du Commerce Extérieur, Jean-Lucien Bussa, le Ministre des Mines, Antoinette N'samba Kalambayi, le Ministre de l'Economie, Jean-Marie Kalumba, ainsi que la gouverneure de la Banque centrale du Congo, Mme Malangu Kabedi Mbuyi.

MCP/LRP

Les dépenses d'investissement passent de 3% à près de 8%

En République démocratique du Congo, les dépenses d'investissement sont passées de plus ou moins 3% à environ 8%. C'est ce qu'a fait savoir mercredi 6 octobre, le ministre du Plan, Christian Mwando Nsimba, à l'issue de la réunion hebdomadaire du Comité de conjoncture économique (CCE) présidée par le Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde.

Au niveau macro-économique, le ministre Mwando N'Samba a indiqué que les paramètres sont généralement stables. " Il y a une maîtrise du taux de change qui se situe aujourd'hui à l'officiel, à 1 dollar américain pour 1995 francs congolais et, au parallèle, à 1 dollar américain pour 2039 francs congolais.

Même constat fait au niveau de l'inflation, où la situation est globalement maîtrisée et des projections sont faites pour arriver à un maximum de 4.5% de taux d'inflation ; alors que le contrat avec le FMI (Fonds monétaire international) projette à 6%.

Dans un autre chapitre, le Comité de conjoncture économique dit avoir constaté la persistance de la fraude minière. Néanmoins, les efforts du gouvernement provincial du Lualaba ont été salués, grâce à l'interception d'une cargaison des minerais composée de 17 containers de 40 tonnes de cobalt.

Le ministre de l'Economie a quant à lui, était prié de prendre toutes les dispositions pour que les stocks des produits de première nécessité soient disponibles, afin de créer de l'abondance pour les fêtes de fin d'année.

José Wak

Lutte contre la propagation de la résistance aux antimicrobiens en RDC

Des experts en atelier au Laboratoire vétérinaire central de Kinshasa

Par José Wakadila

La FAO organise au sein du Laboratoire vétérinaire central de Kinshasa (LCVK) en collaboration avec l'USAID, un atelier de lancement de l'évaluation des capacités des laboratoires et du système de surveillance de la résistance antimicrobiens (RAM) à l'aide l'outil FAO-ATLASS en RDC. Cinq jours durant, soit du 05 au 15 octobre, des experts venus de la RDC et d'autres pays d'Afrique, vont faire une évaluation complète ATLASS du système de surveillance et de détection de la RAM en RDC. Pendant 10 jours, les deux points focaux RAM appuyés par deux experts internationaux, devront parvenir à évaluer les activités de surveillance nationales de la RAM liées à la production, la collecte, à l'analyse des données, à la structure de gouvernance, à la communication et à la durabilité ; évaluer les capacités analytiques des réseaux de laboratoires du pays pour détecter la RAM dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture ; fournir des informations de base et identifier les étapes d'amélioration par le biais de l'outil " Progressive Improvement Pathway (PIP) " ; et former les techniciens de laboratoire du LABOVET sur les techniques de détection de la RAM.

Pour Dr Marcel Boka, Chef d'équipe-pays ECTAD/FAO en RDC, la RAM est un problème multisectoriel d'ampleur mondiale qui menace la vie de millions de personnes et met en danger l'économie de plusieurs pays sur tous les continents. Elle est occasionnée par la pression sélective naturelle et résulte des actions humaines telles l'utilisation inappropriée d'antimicrobiens dans les secteurs de la santé, la production animale, l'agriculture et l'environnement. Cette utilisation inadéquate dit-il, est favorisée par des facteurs comme l'absence ou la non application de la règlementation, le mauvais suivi du traitement recommandé par les agents de santé et l'utilisation des antimicrobiens en productions animales comme aliments médicamenteux.

Par ailleurs poursuit Dr Boka, la vente au comptoir pharmaceutique sans prescription médicale et la disponibilité d'antimicrobiens contrefaits, contribuent à empirer le phénomène. En outre dit-il, la RAM rend le traitement de certaines infections inefficaces entraînant une mortalité accrue, des maladies plus graves ou prolongées, des pertes de productions ainsi que des problèmes de sécurité sanitaire des aliments.

10 millions de vies humaines menacées

Une étude de l'OMS de 2019 atteste que, 10 millions de vie par an dans le monde, associées à un coût cumulatif de 100.000 milliards USD, seront menacées par la RAM d'ici 2050. En raisons de ces conséquences graves sur le plan médical et économique, explique Dr. Boka, il parait nécessaire de faire le suivi de la RAM et de veiller à la bonne utilisation des antimicrobiens. *" Comme pour les maladies infectieuses, la surveillance est considérée comme l'une des pièces maîtresses de la gestion de la RAM, car elle peut fournir des informations cruciales pour soutenir les actions visant à mettre en place des stratégies nationales et internationales de lutte contre la RAM. C'est pourquoi, la FAO a développé l'outil ATLASS, afin d'aider les pays à cartographier, à évaluer et à améliorer leur système national de surveillance de la RAM dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture "*, a-t-il poursuivi.

En RDC, explique encore Dr Boka, la composante FAO du Programme GSHA financé par l'USAID et mise en œuvre par ECTAD, comporte cinq paquets d'actions dont la Résistance antimicrobiens. Le présent atelier s'inscrit donc dans le cadre de ce paquet d'action. C'est ce qui justifie l'appui logistique qu'apporte la FAO à la RDC, pour l'évaluation des capacités des laboratoires et du système de surveillance de la RAM à l'aide de l'outil ATLAS ainsi que le renforcement des capacités des techniciens de laboratoire sur la détection de la RAM à Kinshasa, Goma et Lubumbashi. Aussi a-t-il saisi l'occasion pour réitérer l'engagement de la FAO, à accompagner le gouvernement congolais, dans la prévention, la surveillance et la détection de la RAM. Il a également remercié l'USAID pour l'accompagnement financier et le ministère de Pêche et Elevage ainsi que d'autres acteurs nationaux pour la bonne collaboration.

Peu avant de lancer les activités de cet atelier, M. Augustin Lumba Mvuemba, Directeur Chef de service de l'Administration et Finances au Ministère de Pêche et Elevage qui prenait la parole au nom du ministre de Pêche et Elevage, a remercié la FAO pour son appui continu au ministère de Pêche et Elevage ainsi que l'USAID, pour sa contribution financière au Programme de soutien au Programme de Sécurité Sanitaire Mondiale (PASSM),exécuté par la FAO à travers ECTAD (Centre des Urgences pour la Lutte contre les maladies animales transfrontalières).

Photo de famille de tous les participants

En RDC fait-il savoir, l'évaluation conjointe de l'OMS (EEC) réalisée en mars 2018 dans le cadre de l'Agenda mondiale de la sécurité sanitaire (GHSA), a révélé que le pays était au stade rudimentaire de lutte contre la RAM, la prévention et le contrôle des infections liées aux soins ainsi que l'optimisation de la gestion et l'utilisation des antimicrobiens.

Le présent atelier dit-il, est à saluer, car il vise l'évaluation des capacités de détection et de surveillance de la RAM, par les laboratoires et les systèmes de surveillance à l'aide de l'outil ATLASS-FAO en RDC. Il a saisi l'occasion pour réitérer les remerciements du ministère de Pêche et Elevage à la FAO et à l'USAID pour cet appui technique et financier, qui permettra à la RDC, de cartographier, évaluer et améliorer son système national de surveillance de la RAM.

A noter que cet atelier est organisé en rapport avec le Programme de soutien au Plan d'action pour la sécurité mondiale (GHSA) dans la lutte contre les zoonoses et le renforcement de la santé animale en Afrique (OSRO/GLO/507/USA).

En vente
Immeuble
R.CH + 1, Comprenant :
** 3 appartements*
+ 1 studio
+ 1 entrepôts
+ 1 Bureau
Sur un terrain de plus de 600 m²
Prix: 400.000 $ US négociable
Adresse : 3ème Rue Industriel, Kinshasa/ Limete
Tél : (+243)852688252- 825123189- 899291061

Dans l'Est de la RDC, le soutien de la France donne un coup de pouce à l'apprentissage des enfants

Alors que les écoles rouvrent leurs portes dans la province du Nord-Kivu, à l'est de la République Démocratique du Congo, une contribution de 700 000 euros (817 000 dollars ; 1,6 milliard de CDF) du gouvernement français permet au Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) et au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) de fournir à 5 600 élèves des repas scolaires chauds, un soutien nutritionnel et un environnement d'apprentissage sain dans un contexte d'insécurité régionale et de pandémie de coronavirus, indique un communiqué de presse conjoint PAM-UNICEF parvenu à la rédaction de la Référence Plus.

Ce document rendu public le mercredi 6 octobre précise que 15 écoles sont ciblées par ce soutien de la France à travers ces deux agences des Nations. Pendant cinq mois, dans les régions de Rutshuru et Rwanguba au Nord Kivu, le financement vise à améliorer l'assiduité, les performances et le bien-être des élèves grâce à l'alimentation scolaire et à l'amélioration des installations d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH). Le projet conjoint vise également à créer des jardins scolaires gérés par des comités d'élèves, de parents et d'enseignants, contribuant ainsi à garantir l'appropriation locale et la participation communautaire.

L'initiative PAM-UNICEF reflète également les objectifs de développement plus larges des gouvernements congolais et français, notamment la promotion de l'éducation des filles par le biais d'initiatives telles que les rations alimentaires à emporter du PAM. Elle est mise en œuvre dans une région aux prises avec des années d'insécurité alimentaire et de conflit armé, ajoute le communiqué.

Des élèves d'une école de la province du Nord-Kivu. Photo UNICEF DRC Mulala

En introduisant une meilleure hygiène dans les écoles, il contribuera également à réduire le risque que les enfants et les enseignants contractent et propagent le COVID-19, la maladie causée par le coronavirus, après une année scolaire précédente marquée par des fermetures déclenchées par la pandémie.

"La faim et la malnutrition ont fait des ravages chez les jeunes Congolais", a déclaré Peter Musoko, directeur national et représentant du PAM en RDC. "Les repas scolaires sont une façon pour nous d'être aux côtés des communautés pour protéger leurs enfants et donner aux filles de nouvelles opportunités d'apprendre."

"Cette initiative conjointe de l'UNICEF et du PAM offre aux élèves du Nord-Kivu un environnement sûr où ils peuvent apprendre, jouer et bénéficier d'un développement sain", a déclaré Jean Metenier, coordinateur sénior de l'UNICEF pour l'Est de la RDC.

Donner aux jeunes élèves le départ sain et solidaire dont ils ont besoin pour s'épanouir en tant qu'adultes reste un défi majeur en République Démocratique du Congo, où l'on estime que 26 millions de personnes sont en situation de grave insécurité alimentaire et où plus de la moitié des filles âgées de 5 à 17 ans ne vont pas à l'école, peut-on lire dans ce communiqué conjoint.

Il sied de signaler que l'UNICEF travaille dans les régions les plus difficiles du monde pour atteindre les enfants les plus désavantagés du monde. À travers plus de 190 pays et territoires, nous travaillons pour chaque enfant, en tout lieu, pour construire un meilleur monde pour tous.

Quant au Programme alimentaire mondial des Nations unies, il est le lauréat du prix Nobel de la Paix 2020 et la plus grande organisation humanitaire au monde. Le PAM sauve des vies dans les situations d'urgence et utilise l'assistance alimentaire pour construire la paix, la prospérité et favoriser un avenir durable pour les personnes qui se relèvent de conflits, de catastrophes et des impacts du changement climatique.

LRP

Non-respect par les Etats et les gouvernements de l'Afrique Centrale des instruments juridiques sur le handicap

Une rencontre sous-régionale du FOPHAC a débattu sur cette question à Yaoundé

Par José Wakadila

Le Forum des défenseurs et des organisations des personnes handicapées en Afrique centrale et les grands lacs (FOPHAC), a organisé lundi 04 octobre dernier à Yaoundé au Cameroun, une rencontre sous-régionale sur la problématique du non-respect par les Etats et les gouvernements de l'Afrique Centrale, des instruments juridiques internationaux, régionaux et nationaux signés, ratifiés et promulgués, qui garantissent les droits des personnes vivant avec handicap.

Avec l'appui du Centre des Nations Unies pour les Droits de l'homme et la Démocratie en Afrique centrale (NED) et de World movement for Democracy, les participants à cette rencontre ont pu identifier plusieurs causes du non-respect de ces engagements. Il s'agit entre autres, du manque de volonté politique ; l'ignorance des tous les instruments juridiques par les décideurs ; le manque de sensibilisation ; le manque des plans d'actions nationaux pour la promotion et la protection des droits des Personnes vivant avec handicap (PVH) ; le manque des stratégies nationales sur le Handicap ; la non présentation par les Etats, des projets de grandes envergures pour les PVH auprès de la Banque mondiale, la Banque Africaine de développement (BAD) et les autres services de coopération importante ; la faible participation des gouvernements dans des rencontres internationales, régionales et sous régionales sur la question de handicap ; le désintéressement des gouvernements de l'aspect handicap.

Cette rencontre était facilitée par Me Patrick Pindu di Lusanga et Mme Emmanuelle Tchotchom, respectivement Directeur Exécutif du FOPHAC et présidente nationale du Réseau des organisations des personnes handicapées du Cameroun.

Gratuite de l'enseignement

Essayons de comprendre l'objectif " Zéro paiement par enfant " de Félix Tshisekedi

Au moment où, depuis la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement primaire en 2019 conformément à la disposition constitutionnelle y relative (art. 43 al. 5) par le président Félix - Antoine Tshisekedi Tshilombo, l'on observe la levée de boucliers chez des profiteurs du phénomène décrié de la prime. Le chef de l'Etat n'entend pas s'arrêter en chemin, il vient de se fixer l'objectif " zéro paiement par enfant ". Cette petite phrase en dit long de l'intention.

C'est ce qui ressort de la 22e réunion du conseil des ministres présidée par visioconférence par Félix Tshisekedi, le vendredi 1er octobre 2021. Cette volonté politique clairement affichée de président de la République est comme une réponse du berger à la bergère qu'il donne aux nombreux saboteurs de la gratuité de l'enseignement de base ayant touché à leurs intérêts égoïstes. Ces derniers s'évertuent à maintenir les parents, qu'ils considèrent comme leur second employeur après l'Etat congolais, dans l'esclavage avec le système de la prime des enseignants.

Un afflux des enfants justifié

Suite à l'application de l'article 43 alinéa 5 de la Constitution du 18 février 2006, les élèves du primaire des écoles publiques (non conventionnées et conventionnées) ne paient plus les frais scolaires. Ils sont inscrits en classes moyennant zéro franc congolais (0 FC), en plus de la suppression du phénomène prime des enseignants, ce véritable goulot d'étranglement des parents et source de déperdition scolaire en République Démocratique du Congo. Qu'il eût cru ?

C'est ce qui justifie l'afflux massif des enfants vers l'école dont le nombre de nouveaux inscrits pour l'année scolaire 2021-2022 est d'environ 2 millions donc, une augmentation de ± 50% par rapport aux deux premières années de la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement primaire (± 4 millions). Nous faisons foi à ces statistiques communiquées par le président Félix - Antoine Tshisekedi lors de cette 22ème réunion du conseil des ministres. Ils seront environ 6 millions de nouveaux élus à réintégrer le circuit éducatif depuis l'année scolaire 2019 - 2020.

Il y a à parier que tous seront maintenus en classes jusqu'à la fin de l'année scolaire dans ce sens qu'il n'y aura pas d'abandon, la prime étant supprimée. Tshisekedi Tshilombo aura réussi là où un organisme spécialisé des Nations Unies, en l'occurrence l'UNICEF, a échoué avec ses campagnes " Toutes les filles à l'école " et " Filles et garçons à l'école ". Inscription gratuite, oui ! Non-paiement de la prime, non !

Du côté du secondaire, la prise en charge des enseignants par les parents n'est plus également appliquée. Les frais scolaires tels que fixés par les gouverneurs de province suivant l'esprit de la gratuité de l'enseignement sont allégés et ne constituent pas une mer à boire pour ceux qui sont appelés à scolariser leurs enfants.

Souci de perdre la quotité

C'est avec raison qu'il y a des agitations qui ne disent pas leur non à la

Félix Tshisekedi : La gratuité, son cheval de bataille

suite de la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement primaire. Une quotité du montant de la prime des enseignants payée par des parents prenait la direction des divisions et coordination des écoles non conventionnées et conventionnées, du Service de Contrôle et de la Paie des Enseignants (SECOPE), etc. de façon discrète, c'est-à-dire officieusement. Les directeurs d'école et les préfets des études étaient harcelés de toutes parts et grignotaient sur les droits des enseignants. Les syndicats en tiraient aussi profit.

Les élèves devraient être épargnés de tout paiement

Malgré la suppression du phénomène prime notamment, les directeurs des écoles primaires publiques ne sont pas au bout de leurs peines. Loin de là. Les frais de fonctionnement alloués à leurs établissements scolaires par le gouvernement (± 95000 FC à ± 1.200.000 FC par mois, selon la structure de l'école) sont convoités par des gestionnaires d'écoles, entre autres. Ils y vont sur la pointe des pieds pour récupérer quelque chose sur l'argent perçu par des directeurs.

" Zéro paiement par enfant " que voudrait atteindre Tshisekedi Tshilombo dans la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement, peut signifier qu'il entend aller au-delà durant son 1er mandat présidentiel. En termes clairs, le chef de l'Etat s'assigne pour objectif d'élaguer complètement les charges qui pèsent sur les parents pour la scolarisation de leurs enfants aussi bien dans la section primaire que dans celle secondaire. Ceci afin de ramener le taux de scolarité des élèves du simple à mille fois plus en RDC.

Pas de baguette magique

Certainement, le gouvernement des " warriors " Sama Lukonde se coupera en mille morceaux pour satisfaire, au fur et à mesure et à la limite de ses moyens, aux revendications des enseignants telles qu'exprimées par la Synergie des syndicats des enseignants de la République démocratique du Congo pilotée par un catholique, en la personne de M. Puna, en vue de l'amélioration de leurs conditions de travail, prioritairement celles salariales.

Le pays étant dans le gouffre d'où il se bat comme un diable dans le bénitier pour en sortir, il ne s'agirait pas d'un coup de baguette magique pour Jean-Michel Sama Lukonde, une baguette qu'il n'a pas comme le bâton de Moïse de la Sainte Bible. D'ailleurs, ce sont toutes les couches professionnelles qui sont dans les besoins et non uniquement l'EPST : l'Armée, la Police, la Fonction publique (actifs et passifs confondus), l'ESU, le corps médical, etc. sans oublier les populations dans leur ensemble qui réclament la sécurité, les routes, l'eau, l'électricité...

Mouvements à relent politicien

Tout Congolais soucieux de l'avenir de son pays ne peut qu'être stupéfait et estomaqué du comportement à relent de sabotage de la gratuité de l'enseignement de base par certains cadres du secteur éducatif. Les exigences de syndicalistes en cette période sentent l'odeur de manipulation politicienne qui voit en l'action de Félix Tshisekedi leur mort politique.

Têtes baissées comme un mauvais boxeur dans un ring, les organisations syndicales des enseignants ont boycotté la rentrée des classes fixée le 4 octobre 2021 en défiant le gouvernement. Ont - elles la mémoire courte pour oublier ou feindre d'oublier si tôt que l'EPST, autant que tous les autres secteurs, a été perturbé l'année scolaire écoulée avec des fermetures d'écoles suite aux trois vagues du Covid-19 ? La 4ème vague de cette pandémie n'est pas à exclure tant que le virus n'est pas totalement maîtrisé et que les populations n'observent pas les mesures barrières. Si le pire arrivait, le gouvernement serait contraint de fermer pour la énième fois les écoles. Et si la grève était suivie, quel avenir pour les enfants ? La RD Congo, si elle avait échappé à l'année blanche par l'UNESCO, elle n'échapperait pas cette fois !

Les ténors de mouvements de grève des enseignants avaient en leur temps étudié sans payer un rond (zéro zaïre). Ils ne payaient ni les frais scolaires ni les frais académiques. Certains avaient bénéficié de bourses d'études au pays, ou à l'étranger leur accordées par le gouvernement pour parfaire leurs études.

Bourses à l'ESU probable

Certains encore n'étaient que des enfants des cultivateurs, des pêcheurs, des chasseurs, des saigneurs (hévéa), etc dans des villages qui ne pouvaient pas avoir le luxe d'aller à l'université n'eût - été l'intervention de l'Etat. Mais toute honte bue, ils disent qu'il faut avoir de l'argent pour étudier, aller à l'université. Ridicule, égoïsme, égocentrisme !

Dans l'une de ses sorties médiatiques, Félix - Antoine Tshisekedi n'avait pas exclu la possibilité de voir les étudiants bénéficier d'une bourse d'études comme dans le temps avant la fin de son mandant constitutionnel.

Et s'il s'engageait pour gagner ce pari, ce serait aussi l'objectif " zéro paiement ". La levée de boucliers serait totale de la part de ceux qui ne veulent pas le bien des autres. Heureusement que la volonté populaire leur barrerait la route.

Nus n'en sommes pas encore là.

Boul Darrizona Obiki

Onychophagie. Quels sont les risques pour la santé de se ronger les ongles ?

Définie par le fait de se ronger les ongles, l'onychophagie est une mauvaise manie à laquelle nous avons pratiquement tous cédé au cours de notre existence. Pour combattre le stress ou par simple habitude, il n'est d'ailleurs pas rare de voir ce geste s'installer à l'âge adulte. Pourtant, l'onychophagie n'est pas sans risques pour la santé.

Si se ronger les ongles n'est qu'une manie passagère pour certains, d'autres y trouvent véritablement refuge et voient en ce geste une solution anti-stress face aux aléas du quotidien. La survenue de cette mauvaise habitude peut néanmoins être responsable de conséquences néfastes pour l'organisme, qui dépassent son côté inesthétique. Faisons le point sur ses causes, ses risques et les meilleurs moyens de s'en débarrasser.

Onychophagie : pourquoi se ronge-t-on les ongles ?

Généralement acquise durant l'enfance, ses formes les plus sévères toucheraient principalement les enfants et les adolescents. Spécialiste des thérapies comportementales et cognitives (TCC), cela peut être lié à ou acquis très tôt ", car dès l'enfance, nous avons généralement tendance à porter nos mains à notre bouche. Quant à savoir si cette manie relève du TOC ou de l'addiction, les chercheurs optent plus pour un comportement compulsif. Pour autant, un état de manque peut parfois être constaté chez les individus qui tentent d'y mettre un terme.

Quels sont les risques pour la santé ?

Si on a tendance à la percevoir comme une mauvaise manie, il faut savoir que l'onychophagie n'est pas sans risques pour l'organisme, sans oublier les ongles et les dents qui pâtissent de ce trouble. Des experts présentent les diverses conséquences qui peuvent en découler.

l'ennui et/ou à l'anxiété ressentie par les jeunes. Un trouble qui peut perdurer jusqu'à l'âge adulte et s'ancrer dans le quotidien.

Si l'onychophagie ne se manifeste qu'à un âge plus avancé, elle est généralement liée au stress, poursuit l'expert, notamment au travail, aux problèmes de couple ou encore aux états anxieux liés à la situation financière. En effet, la respiration se fait plus lente et plus profonde pendant qu'une personne se ronge les ongles. Une habitude qu'il peut donc être difficile d'abandonner.

Il évoque également l'aspect pratique qui consiste à se raccourcir les ongles car ils n'ont plus la même fonction qu'autrefois, lorsqu'ils servaient au cours d'activités ou de combats. Ainsi, l'onychophagie relèverait plus aujourd'hui de "comportements innés

1. Les dents et les gencives peuvent s'abîmer

Des fragments d'ongles peuvent toucher le tissu gingival et provoquer une inflammation ou encore une infection. Si elle admet que ce cas de figure est peu commun, il n'en est pas pour autant improbable, met-elle en garde. Par ailleurs parmi Les patients qui se rongent les ongles, les problèmes les plus récurrents concernent souvent des dents fissurées, parfois fracturées à l'avant de la bouche, notamment lorsque cette manie est chronique. On peut finir par abîmer l'émail dentaire.

2. L'ongle subit une déformation

Au-delà des conséquences que l'onychophagie peut entraîner dans l'organisme, la première répercussion visible est esthétique et concerne l'état des ongles. Cette mauvaise manie peut les empêcher de pousser correctement et entraîner des déformations. Cela s'observe notamment au niveau de la matrice de l'ongle avec des petites stries, ce qui montre que ce dernier est en mauvaise santé.

3. L'ongle peut s'infecter

Se ronger les ongles peut augmenter les risques d'infection bactérienne sous l'ongle, notamment la paronychie, qui se caractérise par des rougeurs, des gonflements et la présence de pus. En outre, ce type d'infection requiert généralement un traitement antibiotique pour la soigner et peut parfois se transformer en véritable danger. En Ecosse, un homme avait failli mourir d'une infection bactérienne à cause de l'onychophagie. Il a dû se faire opérer en urgence et a perdu son ongle définitivement. Des risques de mycose au bout des ongles sont également possibles, notamment lorsque l'on finit par arracher un bout de peau.

4. Les bactéries peuvent entraîner des troubles digestifs

Si les médecins insistent autant sur le fait de se laver correctement les mains et de manière régulière, c'est parce que ces dernières sont constamment au contact d'objets pouvant favoriser la transmission de bactéries. Ces dernières peuvent alors proliférer en dessous de l'ongle et atteindre l'organisme lorsque nous portons nos doigts à notre bouche, alerte contre les troubles digestifs qu'ils peuvent occasionner. Une enseignante américaine avait même mené une expérience en classe pour montrer aux enfants l'importance de se laver les mains, étant donné que ces derniers ne sont pas toujours conscients des risques d'une mauvaise hygiène.

Comment arrêter de se ronger les ongles ?

Si la plupart des enfants délaissent cette habitude à l'âge adulte, certains continuent même au-delà de l'adolescence. Pour cette raison, il est conseillé de les inciter à s'en défaire, sans pour autant exercer une pression qui pourrait s'avérer contre-productive. Parmi les règles à suivre pour arrêter de se ronger les ongles, vous pouvez :

" Hydrater vos mains pour que le goût désagréable d'une crème vous empêche de les porter à votre bouche ;

" Opter pour une alternative à ce geste, comme une boule anti-stress ;

" Couvrir l'ongle rongé d'un pansement pour éviter d'y toucher ;

" Limer vos ongles correctement pour ne pas être tenté de les égaliser avec les dents ;

" Mettre un vernis amer pour que le goût en bouche soit désagréable ;

" Privilégier les manucures ou la pose de vernis pour vous dissuader d'y toucher ;

" Parler à un professionnel pour vous aider à mieux maîtriser votre stress ;

" Pratiquer une activité sportive ou relaxante telle que la méditation, le yoga ou la sophrologie pour vous détendre et canaliser vos angoisses.

Dans les cas les plus graves, la prise en charge doit être globale pour soigner le trouble à l'origine de cette manie. "L'approche ne peut se réduire à considérer le trouble pour lui-même. Elle doit s'intéresser à tout ce qui le compose", explique le spécialiste des thérapies comportementales et cognitives. Cela implique des facteurs tels que le stress ou encore les ruminations qui peuvent pousser à se ronger les ongles ou prolonger cette mauvaise habitude.

Malgré la situation d'état d'urgence sanitaire due à la pandémie de covid19

La ligue pour la lecture de la Bible organise le Camp " Espérance Vivante "

La ligue pour la lecture de la Bible, située sur l'avenue Kato numéro 9, quartier Singa Mopepe, dans la commune de lingwala, a eu l'insigne honneur et l'immense bonheur, d'organiser dernièrement le Camp " Espérance Vivante ". Placé sous le thème : " Nourrir l'avenir ", cet exercice de piété s'est inscrit dans le cadre d'activités d'accompagnement et de renforcement des capacités des comités locaux, se trouvant dans les différentes provinces de la République Démocratique du Congo. Contrairement aux années précédentes, le camp cité supra s'est déroulé en Vidéo conférence, en raison de la pandémie de covid19. Une maladie qui secoue l'humanité tout entière, sans tenir compte de la race ni de la situation géographique. Une maladie dont la densité événementielle continue à défrayer la chronique au quotidien. Il convient de signaler que l'année passée l'activité susmentionnée comme le 6ème congrès, après celui de Goma en 2015, n'était pas au rendez-vous à la ligue pour la lecture de la Bible. Et ce, suite à la pandémie sus évoquée.

Ces travaux de grande envergure ont connu la prestation de Monsieur Andreas Walker, PHD. Ce chercheur a joué le rôle d'orateur principal en développant à cet effet les sujets suivant : choisis ton avenir, l'avenir n'est pas seulement un destin, l'avenir a beaucoup à faire avec nos décisions ; les changements, reconnaitre les changements, expliquer les changements, faire face aux changements ; Foi, amour, espérance font partie d'un sentiment, mais plutôt une attitude à prendre ; Comment apprendre à reconnaitre tous changements ?

Etant donné que la technique a des caprices, septante-deux sur cent soixante comités locaux ont pu se connecter sur internet. En plus, sept familles ont été branchées, plus de vingt connexions des personnes vivant à l'étranger se sont aussi prêtées à cet exercice. Telles les nouvelles parvenues à la Direction générale de la ligue pour la lecture de la Bible, selon les sources concordantes. Il a été évalué plus ou moins mille cinq cent participants au Camp " Espérance Vivante ". En dépit de l'intervention magistrale de l'orateur principal susmentionné, plusieurs intervenants se sont succédés à la tribune pour plancher sur la théologie de l'enfant ; l'enfant, une grande omission, Accompagnement des jeunes, la prière créative avec les enfants, Accompagnement des familles. La méditation de la parole de Dieu était animée chaque jour à l'aide des guides de méditation ci-après : Lecteur de la Bible pour les adultes, Rendez-vous avec Dieu pour les jeunes et Lecteur Cadet pour les enfants.

Pour Mémoire, la Ligue pour la lecture de la Bible est une organisation chrétienne au service des Eglises. Créée en 1867 en Angleterre. Elle est présente dans plus de 120 pays avec 130 mouvements nationaux dans le monde. Implantée officiellement en République Démocratique du Congo le 11mai 1960, elle organise ses activités sur l'étendue du territoire national dans 26 provinces, avec cent soixante comités locaux. La ligue pour la lecture de la Bible est une association regroupant à son sein les ministères ci-après : ministère biblique, ministère auprès des enfants, ministère auprès des jeunes, ministère auprès des familles. Elle est reconnue comme étant un ministère de la famille car elle œuvre et rend des services pour le bien-être de la famille et de son harmonie. Elle est une famille mondiale avec les membres engagés à lire la Bible à l'aide des guides de méditation et développant des caractères de Jésus-Christ qui les lient malgré les différences culturelles et raciales. La ligue cherche à suivre les principes bibliques dans ces activités, à savoir l'administration et publicité. Sa vision est de faire des enfants et des jeunes des disciples de Jésus-Christ, pleins d'espoir et transformant les familles et notre nation. La ligue pour la lecture de la Bible s'est assignée la mission de former des enfants et des jeunes d'une manière intégrante, de fortifier la vie familiale et d'aider toute personne à rencontrer Dieu à travers la Bible, afin que devenue disciple de Jésus-Christ, qu'elle soit un instrument de transformation de la famille et de la nation.

Fidèle à sa vocation, la ligue pour la lecture de la Bible déploie beaucoup d'activités spirituelles de nature à vivre en intimité avec Dieu. Il s'agit notamment de la présentation des guides de méditation pour enfants(Lecteur cadet), pour jeunes(Rendez-vous avec Dieu), pour la famille(Autour de la Bible en famille), méditation en ligne, radio et télévision, du lancement de différents guides de méditation et leur intégration dans les programmes et les activités de des églises, de diverses formations et activités avec des encadreurs des enfants, des jeunes et des familles dans les églises et écoles, des camps " Espérance Vivante " pour différentes catégories d'âges, des clubs scolaires d'aptitude de vie, Mission spéciale pendant les vacances, les Groupes Bibliques, rallys, accompagnement des vulnérables et des familles, de l'apprentissage de petits métiers dans les activités et formations des enfants, des jeunes et des personnes vulnérables, la diffusion de la littérature chrétienne. Last but not least, la ligue pour la lecture de la Bible en République Démocratique du Congo est dirigée par le Pasteur Lévy ILUNGA KABUMBE, il exerce les fonctions de Directeur Général.

Raymond-Marie LELO Puati Musong
Correspondance particulière

Kwango : Arrivée de la Première Dame de la République à Kenge

La Première Dame de la République, Denise Nyakeru Tshisekedi, en même temps présidente de la Fondation qui porte son nom est arrivée jeudi 7 octobre à Kenge, chef-lieu de la province du Kwango dans le cadre de sa fondation en vue d'aider les enfants avec des objets scolaires pour la rentrée scolaire et remettre quelques fournitures à l'Hôpital général de référence de Kenge.

Elle a été accueillie, dans une ambiance festive, par le gouverneur de province, Jean Marie Petipeti Tamata, les autorités politico-administratives et coutumières, les militants des partis politiques ainsi qu'une foule innombrable représentant toutes les couches sociales.

Denise Nyakeru Tshisekedi s'est dit très satisfaite de l'accueil lui réservé par la population de Kenge, et a visité l'Hôpital général de référence de Kenge où elle a remis un lot important des matelas et des médicaments, prenant en charge ensuite une femme qui a accouché d'un triplé.

La Première Dame a également visité les élèves des écoles de la ville de Kenge qui étaient tous réunis à l'E.P Lunungu à qui, elle a remis des sacs scolaires, cahiers et stylos.

Les cadres et agents de ces établissements visités, notamment l'Hôpital et l'E.P Lunungu se sont dit encouragés par cette visite de la Première Dame dans leurs établissements, soulignant que c'est pour eux un motif de fierté et espérant aussi qu'elle sera leur porte-parole auprès du Chef de l'État pour les différents problèmes qui les caractérisent, notamment le manque d'hôpital digne de ce nom et le non-paiement des agents.

Après avoir reçu toutes les différentes couches de la population de Kenge à la résidence du DG honoraire de l'OGEFREM, Anatole Kikwa, la Première Dame Denise Nyakeru Tshisekedi a poursuivi son périple pour Masimanimba dans la province du Kwilu.

ACP/LRP

Déclaration de perte de Certificat d'enregistrement

Je soussigné **NGOY TSHIBAMBE**, liquidateur de la succession feue **Madame MBUKA LEMBE Joséphine**, suivant le jugement d'investiture sous RPNC 47.285 du 02/06/2021, déclare avoir perdu le certificat d'enregistrement **Volume AL 363, Folio 62, couvrant la parcelle n* 3825** du plan cadastral de la Commune de Lingwala.

Cause de la perte ou de la destruction : **Déménagement**

Je sollicite le remplacement de ce certificat et déclare rester seul responsable des conséquences dommageables que la délivrance du nouveau Certificat pourrait avoir vis-à-vis des tiers.

Fait à Kinshasa, le 15/06/2021

Afrique-France: un sommet sans chefs d'État africains pour tenter de renouveler la relation

Entrepreneurs, représentants des sociétés civiles, acteurs de la culture, du sport… 2 500 à 3 000 personnes, dont 700 en provenance du continent, sont attendues ce vendredi 8 octobre à Montpellier pour participer au 28e sommet Afrique-France. Petite révolution : aucun chef d'État africain n'a été convié pour l'occasion.

Fini le traditionnel raout entre Paris et les responsables du continent. Place désormais au " nouveau sommet Afrique-France ", selon l'expression employée par l'Élysée et le Quai d'Orsay. Un changement uniquement sémantique ? Pour la première fois depuis 1973, en tout cas, aucun chef d'État n'a été convié. L'Élysée a choisi de repenser l'exercice après l'annulation du sommet de Bordeaux (prévu en juin 2020), jugeant l'ancien format " obsolète ". L'idée a finalement été arrêtée de " faire une sorte de sommet renversé où ceux qui d'habitude ne sont pas invités dans ce type d'événements internationaux seront au cœur de l'événement ", explique une conseillère du président français. Conséquence : Montpellier sera " un sommet exclusivement consacré à la jeunesse et à la société civile ".

Entre 2 500 et 3 000 personnes sont ainsi attendues ce vendredi dans la préfecture de l'Hérault. Entrepreneurs, chercheurs, étudiants, intellectuels, représentants associatifs… Un quart des participants viendront du continent : ce seront là des représentants des sociétés civiles et des entrepreneurs. Tous participeront le vendredi matin à des tables rondes autour de cinq grandes thématiques : l'engagement citoyen, l'entreprenariat, la recherche, la culture et le sport.

Ils assisteront ensuite au temps fort de la journée : un échange entre Emmanuel Macron et une douzaine de jeunes Africains venus d'horizons différents (Mali, Côte d'Ivoire, RDC ou Afrique du Sud). " Ils ont été retenus pour leur capacité à parler en public et le regard critique qu'ils portent sur les relations avec la France, assure l'Élysée. Aucun d'entre eux ne peut être soupçonné de complaisance à l'égard de la France. " Cette séquence d'échanges n'est pas sans rappeler celle de Ouagadougou en novembre 2017 lorsque le président français avait répondu aux questions d'étudiants burkinabè.

La France " à l'écart des nouveaux mouvements "

Lors de cet échange, Achille Mbembe - véritable cheville ouvrière de ce sommet - rendra compte du travail qu'il a mené depuis janvier. Aidé des 13 membres de son comité, le philosophe et historien camerounais a lancé de mars à juillet plus d'une soixantaine de rencontres avec des jeunes et des représentants des sociétés civiles dans 12 pays du continent. Le fruit de ces " dialogues " a donné lieu à un rapport que l'intellectuel a remis ce mardi 5 octobre au président français.

Dans ce document de 150 pages, Achille Mbembe ne mâche pas ses mots. Il estime que " dans une large mesure, la France est à l'écart des nouveaux mouvements et des expérimentations politiques et culturelles " portés par la jeunesse africaine et qu'elle " a oublié de se connecter à ces courants d'avenir ". De tous les différends, " aucun n'est, selon lui, aussi corrosif que l'appui présumé de la France à la tyrannie sur le continent ". Pour " apurer les différends ", ce penseur du postcolonialisme estime que " la reconnaissance de la perversion du colonialisme, de sa nature, littéralement, de crime contre l'humanité, est importante ".

Le président Emmanuel Macron, le 30 septembre 2021, à l'Élysée, à Paris.
AFP - LUDOVIC MARIN

L'intellectuel camerounais formule dans ce rapport 13 propositions pour " refonder " la relation entre la France et le continent. Il avance notamment l'idée de créer un " fonds d'innovation pour la démocratie " dont la dotation initiale serait de 15 millions d'euros ; de développer " un programme "Campus nomade" pour favoriser la mobilité des enseignants et chercheurs " qui " s'articulerait autour d'un programme Erasmus africain " ; de mettre en place " un forum euro-africain sur les migrations qui servirait d'enceinte de dialogue " ; " de tisser un nouveau narratif entre l'Afrique et la France, en confiant ce travail à une commission présidée par des historiens franco-africains " ; de " transformer l'aide publique au développement " ou encore de " refonder les relations avec l'Europe du XXIe siècle sur la base d'un nouveau traité entre les deux organisations continentales ".

Un sommet de clarification ?

Emmanuel Macron devrait retenir certaines de ces propositions et faire, selon son entourage, des " annonces ". Celles-ci permettront-elles à la France de se " reconnecter " avec les nouvelles générations africaines comme Achille Mbembe l'appelle de ses vœux ? Au-delà des " propositions concrètes ", le président français va surtout devoir clarifier et expliquer la position de Paris sur certains sujets sensibles comme le soutien apporté à Mahamat Idriss Déby au Tchad, la réorganisation du dispositif militaire français au Sahel ou encore la question des visas, des titres de séjour que de nombreux jeunes Africains peinent à obtenir.

" Les sujets qui fâchent seront sur la table ", promet l'entourage d'Emmanuel Macron, estimant que " le contexte politique actuel rend la discussion particulièrement sensible ". Car ce sommet se déroule dans un contexte agité : Paris est à couteaux tirés depuis des mois avec les autorités maliennes et centrafricaines. Des tensions notamment causées et entretenues par l'arrivée d'un nouveau rival dans la région : la Russie. Pour ne rien arranger, les relations avec l'Algérie se sont fortement dégradées ces derniers jours après l'annonce d'une réduction drastique du nombre de visas et des propos du président français jugés " insultants " par Alger.

Pour ne pas se fâcher avec tous les présidents africains, l'Élysée a pris bien soin de préciser que ce rendez-vous de Montpellier ne serait " pas le sommet des oppositions politiques ". Aucune figure majeure de la lutte contre les pouvoirs en place n'a ainsi été conviée. Ni aucun responsable politique.

Qui participe alors à l'évènement ? " Des personnalités engagées, dans des mouvements citoyens de politique locale ", précise une conseillère du président français pour qui " le changement en Afrique se construit dans des formes de militantisme nouvelles ". Paris escompte désormais " être davantage en prise avec ces formes de changement " et " davantage en soutien de ces acteurs du changement ". Une initiative plutôt bien perçue par Oxfam qui attend maintenant une traduction en actes de cette ouverture aux sociétés civiles. " Le Sahel devrait être un peu le laboratoire pour réellement changer ces dynamiques ", plaide Robin Guittard de l'ONG Oxfam, " l'enjeu est de passer aussi par les sociétés civiles du Sahel et les populations locales pour apporter des réponses qui aillent un peu plus loin que celles qui ont été apportées jusque-là et qui pour le moment sont un échec, notamment la stratégie française ".

Un " coup de com' " à sept mois de la présidentielle ?

L'activiste gabonais Marc Ona Essangui salue une nouvelle formule " innovante ". Mais le président de Tournons La Page International, s'interroge : " Est-ce que le casting réalisé permet à la France de changer de paradigme ? " Car, selon lui, le problème central vient de là : la France n'a pas su changer de politique à l'égard du continent depuis la décolonisation.

" L'Afrique a évolué en termes de générations, mais la France est restée coincée sur le même paradigme, c'est-à-dire : il faut défendre les intérêts, rien que les intérêts. La population africaine ne compte pas, estime-t-il. On impose des dictateurs, on soutient les dictateurs qui massacrent leur population et la vie continue. On privilégie les intérêts économiques, mais quand il s'agit d'évoquer les questions de démocratie, les questions de gouvernance, les droits de l'homme, la France ferme les yeux. " Très critique à l'égard de Paris, Marc Ona Essangui n'attend donc pas grand-chose de ce rendez-vous.

Et les grands absents, les chefs d'État africains, en attendent-ils quelque chose ? Au-delà, quel regard portent-ils sur cet événement qui va pour la première fois se dérouler sans eux ? La mise sur la touche a parfois été dure à avaler. " Au début, ça a été mal vu ", confie hors micro une source diplomatique française. Chez certains, la page semble aujourd'hui tournée. Dans l'entourage d'un président d'Afrique centrale, on salue même l'initiative. " L'innovation est toujours la bienvenue dans ce genre de grand-messe qui était devenue un peu désuète et mal perçue par une large partie des opinions publiques en Afrique, juge un de ses conseillers. C'est un beau coup de com' pour Macron. À sept mois de la présidentielle, il n'avait pas trop envie de s'afficher avec certains chefs d'État. "

Une lecture de l'événement qui revient chez un conseiller d'un président d'Afrique de l'Ouest : " C'est une opération de relations publiques à la veille d'échéance électorale, tacle-t-il, ça ne nous fait ni chaud ni froid. De toute façon, ils [les deux présidents] se parlent. " Un ministre ouest-africain se fait lui plus sévère. " Je trouve ce sommet vain alors que l'un des enjeux de lutte contre le terrorisme, c'est justement de restaurer les États ", juge-t-il avant de conclure : " Je ne crois pas que l'on puisse fonder les relations internationales sur autre chose que des relations inter États ".

Je ne dis pas que c'est seulement de la communication. Pour moi, ce que fait aujourd'hui le président Macron, c'est mettre en confiance l'ensemble des opérateurs économiques africains de façon générale pour leur dire : "Vous pouvez compter sur nous, nous sommes prêts à vous accompagner, à accompagner vos États, mais pour vous accompagner, vous, acteurs de développement économique de vos pays."

RFI/LRP

La RDC se relance aux éliminatoires mondial 2022 en battant le Madagascar 2-0

Les Léopards de la RDC se sont relancés dans la course aux éliminatoires de la Coupe du monde, Qatar 2022, en battant les Baréas du Madagascar 2-0, jeudi, au stade des Martyrs de la Pentecôte, en match de la 3èmejournée du groupe J, zone Afrique.

Après deux sorties manquées et comme il fallait s'y attendre, les Léopards ont entamé ce match très décisif avec un moral des vainqueurs. Sur un bon service de Cédric Bakambu, le passeur décisif de l'équipe, Chadrack Akolo Ababa (34ème), n'a trouvé aucun inconvénient d'envoyer le cuir au fond du filet. Une ouverture qui est intervenue juste une minute après l'entrée du Chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo au stade.

Pour la suite, les Baréas vont tenter de réagir, mais sans succès. Une défense des Léopards bien contrôlée par le duo Christian Luyindama et Chancel Mbemba dans son grand jour, ne leur a laissé aucune chance. La mi-temps est intervenue sur ce score de 1-0, en faveur des Congolais.

A la reprise, les Léopards vont un peu subir la pression du match, parce que les Baréas vont se jeter au four et au moulin, mais la victoire va choisir son camp.

Alors qu'on jouait le dernier quart d'heure, Edo Kayembe bien servi sur penalty pour les Léopards, que le capitaine du jour, Dieumerci Mbokani Benzua (75ème) va s'en charger pour but en trois matches de ces éliminatoires de la Coupe du monde Qatar 2022.

le plateau d'or est fauché par le défenseur malgache, Ilaimaharitra Marco, c'est son nom. L'arbitre angolais siffle le transformer. L'avant-centre de la RDC a ainsi inscrit ainsi son 3ème

Sephora Mavinga
Stagiaire UPN

Mazembe-Matala et Canon de Ndjili-Ouragan vendredi à la 17ème Coupe de la FEVOCO

Mazembe-Matala au complexe Shark XI, dans la commune de la Ngombe et Canon de Ndjili au terrain du commissariat de la police nationale, dans la commune de Lingwala, sont les rencontres de ce vendredi pour le compte de la 2ème journée de la Coupe de la Fédération de volley-ball du Congo (FEVOCO).

Mercredi, le VC Espoir de Kinshasa a pris le dessus sur Inter sur la note de 3-0 (25-12, 25-13, 25-17), au complexe sportif Shark XI, dans la commune de la Ngombe, en ouverture de la 17ème édition de la Coupe de Fédération de volley-ball du Congo (FEVOCO), en version masculine. De leur côté, dans la même version, The Young de Lubumbashi s'est incliné devant Police de Kinshasa par 0-3 (15-25, 16-25, 22-25) tandis que Green Team de Kinshasa a battu Ouragan par 3-2 (25-18, 25-13, 20-25, 21-25, 15-7).

La 17ème Coupe de la FEVOCO qu se joue du 7 au 14 octobre 2021 à Kinshasa, regroupe 14 équipes masculines de différentes provinces et onze (11) équipes féminines, divisées en poules.

En version féminine: Poule A : Canon de Ndjili, Ouragan, Mazembe et Matala. Poule B : Blessing, La Loi, Force du Progrès et la Gracia. Poule C : Okapi, DCMP et V.Club tandis qu'en version masculine il y a : Poule A : Espoir, Inter, Blessing et Kasaï Espoir. Poule B: Mwangaza, Madaka, Green Team et Ouragan. Poule C: Police, Mazembe, Force Terrestre, The Young et Price.

ACP/LRP

LINAFOOT: nomination des membres de la commission électorale

La Fédération congolaise de football association (FECOFA) a rendu publique mercredi, les noms des membres de la commission électorale pour l'organisation des élections à la Ligue nationale de football (Linafoot).

Une équipe constituée de 9 personnes au total, dont 5 hommes de droit, à l'instar du président de ladite commission, Me Mulumba Pierre.

Les missions assignées à cette commission sont entre autres, la réception des dossiers de candidature, le traitement de recours, l'organisation des élections à tous les postes qui composent le bureau du comité exécutif de la Ligue nationale de Football.

Celle-ci étant fixée au 23 octobre 2021, il ne reste plus que 17 jours à la commission électorale entre le dépôt, le traitement et la fixation de dossiers avant la publication de la liste définitive des candidats et la convocation de l'assemblée générale extraordinaire et élective.

ACP/LRP

La Référence Plus
L'Info qui libère

West has 'no choice' but to support Libyan election delay: analysts

Pressure is mounting on Libyan leaders to lay the groundwork for legislative elections, which will no longer take place on 24 December in tandem with presidential polls. The dual votes are part of a UN roadmap designed to help Libya emerge from its political crisis.

In a surprise announcement Tuesday, the country's eastern-based parliament, in the city of Tobruk, said the legislative polls would be delayed by a month, and instead take place at the end of January.

Tobruk's House of Representatives is at odds with electoral laws with a rival parliamentary body in the western city of Tripoli - the High State Council, which acts as Libya's senate.

Disputes over the legal and constitutional basis of the elections have revealed how deep the divide between east and west runs, casting doubts over the viability of a December legislative vote.

"If the international community is too critical of what's being presented to them, they will find themselves far more dependent on the Prime Minister (Abdul Hamid Dbeibeh), who does not want elections at all," North Africa specialist Jalel Harchaoui told RFI's French Africa service.

"So they are in a situation where they don't really have a choice."

Libyans gather to express support to the country's unity government in Tripoli's Martyrs' Square on September 24, 2021. Mahmud TURKIA AFP/File

The American Congress has passed a law sanctioning anyone who hinders the holding of elections, while the European Union has in the past delivered sanctions of its own.

Nevertheless, Harchaoui said he expected that France would actually support the delay to legislative polls on the basis that holding elections in a state of upheaval risks being more damaging than not holding them at all.

In the wake of Libya's last legislative vote in 2014, which led to the existing parliament, the country split into warring factions between east and west.

Change afoot?

So are these new polls, when they eventually happen, capable of stabilising the country?

"Libyan people want to turn the page on these provisional bodies and give the country a democratically elected president, but also a House of Representatives that puts an end to the contested house," Hasni Abidi, a Middle East and North Africa researcher at the Geneva-abased Global Studies Institute, told RFI.

"Unlike in 2014, you have an autonomy of internal Libyan actors and we know that if the west rejects the electoral law and what was produced in Tobruk, it will open the door to a candidacy without fanfare of (eastern strongman) Marshal Haftar."

It is hoped that an international conference in Libya taking place in Paris in November will help the rival Libyan sides find common ground.

RFI/LRP

Controversial senior doctor resigns from Macron's commission investigating conspiracy theories

A well-known French urologist, named as a member of a new commission to investigate online conspiracy theories and hate speech, resigned on Thursday, citing a "smear campaign" against him.

Professor Guy Vallancien, a urologist with celebrity clients, said he was resigning from the commission after a "shameful, appalling and untruthful smear campaign".

Guy Vallancien in Chamonix, France, on September 27th, 2019. © CHAM/AFP/Valentin Flauraud

"I decided to leave and I told the president's office. I could have stayed but it would have created tensions within the commission and there's no point. There were no good solutions," he explained.

The commission on conspiracy is being chaired by sociologist Gerald Bronner. The panel, announced by President Emmanuel Macron in late September, includes 15 experts from various fields who were asked to produce a report by the end of the year on how to combat conspiracy theories, disinformation and online hate speech.

Vallancien's nomination had been publicly criticised by famed French whistleblower Irène Frachon who helped to reveal deaths linked to a popular weight-loss and diabetes pill called Mediator which was sold for decades in France.

Frachon accused Vallancien of being one of a number of high-profile doctors who had "over many years tried to discredit, play down or even deny the seriousness of the human costs of Mediator".

Marianne magazine also revealed how he was recently sanctioned for issuing a false medical certificate, while L'Express magazine reported how he was director of a medical school embroiled in a scandal over the neglect of human bodies donated for research.

Vallancien denied any responsibility for the scandal at the Universite Paris-Descartes, which emerged in 2019.

RFI/LRP

Blocage pour la désignation du président de la CENI

CENCO et ECC invitent le peuple congolais à défendre sa souveraineté

Jeudi 7 octobre au Centre interdiocésain, la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) et l'Eglise du Christ au Congo (ECC) ont tenu une conférence de presse conjointe pour donner leur position sur le processus de désignation du président de la Commission électorale nationale indépendante qui est dans l'impasse. Dans une déclaration, ces deux confessions religieuses ont appelé le peuple congolais de défendre sa souveraineté. "La CENCO et l'ECC ont demandé au peuple congolais de chercher sa souveraineté en barrant légalement la route à toutes les tentatives de prendre en otage le processus électoral par qui que ce soit", extrait de la déclaration.

Au nom de la continuité, ces deux confessions religieuses qui occupent le Présidium de la sous-composante de la Société civile : confessions religieuses, ont invité l'actuelle équipe dirigeante de la Commission électorale nationale indépendante de s'occuper des préparatifs techniques pour faciliter la tâche à la nouvelle équipe qui viendra.

"Au nom du principe de continuité des institutions, il serait indiqué que l'administration électorale en place s'occupe des préparatifs techniques en vue de faciliter le travail à la nouvelle équipe", CENCO et ECC.

Signalons que cette conférence de presse s'est tenue après celle de six confessions religieuses.

Des élections inclusives, crédibles et apaisées en 2023

Par ailleurs, le nonce apostolique en RDC, Mgr Ettore Balestrero, a échangé le mercredi 6 octobre avec le président de l'Assemblée nationale, Christophe Mboso, sur la désignation du président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) par les confessions religieuses.

Mgr Ettore Balestrero a expliqué que la démarche de l'Eglise catholique vise à appuyer la démocratie pour assurer le bien-être de la population.

" On a parlé du processus électoral avec le président de l'Assemblée nationale. Je lui ai dit que le seul objectif pour lequel l'Eglise catholique participe au processus électoral, c'est de donner sa contribution à la démocratie en RDC à travers des élections inclusives, crédibles et apaisées en 2023. Le bien-être du peuple en dépend. L'Eglise veut sauvegarder le bien-être du peuple congolais ", a déclaré le représentant de Sa Sainteté le pape en RDC.

Il a appelé, en outre les confessions religieuses à privilégier le dialogue et à rechercher le consensus.

" Il est important de continuer avec le dialogue entre les églises dans cette consultation. Je souhaiterais qu'il y ait la possibilité de continuer pour avoir un consensus qui soit la victoire de l'indépendance, de la démocratie. C'est aussi la raison d'être des confessions religieuses dans la plateforme. Elles doivent avoir un consensus sur les sujets qui sont importants pour le bien-être de la population. Le dialogue et le consensus sont toujours gagnants ", a martelé Mgr Ettore Balestrero.

Il faut indiquer que les confessions religieuses ne trouvent pas de consensus pour la désignation du président de la CENI. Un nom oppose l'église catholique et l'Eglise du Christ au Congo aux six autres confessions religieuses. L'ECC et la CENCO doutent de moralité du candidat ; alors que les six autres affirment que le candidat remplit presque tous les critères mis en place.

Les délais supplémentaires accordés par l'Assemblée nationale n'ont pas permis aux chefs des confessions religieuses de se mettre d'accord.

LRP

Assemblée nationale

Les députés du FCC sèchent la plénière pour exiger la programmation du dossier RAM

Dans une déclaration lue, le jeudi 07 octobre 2021, par le député Lucain Kasongo Mwadianvita, les députés du Front Commun pour le Congo ont décidé de sécher la plénière de ce jour pour exiger au bureau de l'Assemblée nationale de programmer la

séance plénière sur le dossier de la taxe du Registre des appareils mobiles (RAM). D'après les députés du FCC, la plénière sur la suite de l'audition du ministre des Postes, télécommunications et Nouvelles technologies de l'information et de la communication (PTNTIC), Augustin Kibasa Maliba, sur le dossier RAM doit être programmée.

" Voilà pourquoi comme le président [de l'Assemblée nationale] a décidé d'une manière unilatérale, les députés du FCC ont décidé de quitter la salle jusqu'à ce que la question RAM soit programmée à l'ordre du jour et le peuple congolais doit être informé de la procédure qui a été amorcée ", a déclaré Lucain Kasongo.

Pour consolider leur action, les élus de la famille politique de Joseph Kabila annonce le dépôt d'une motion de défiance contre le ministre Kibasa Maliba.

" Les députés du FCC vont s'assumer dans les jours qui suivent. Ils vont déposer leur motion pour que le ministre vienne s'expliquer ", a-t-il ajouté.

Pour rappel, la plénière qui devrait être consacrée, notamment à l'audition du ministre Kibassa a été reportée à une date ultérieure. Ce membre du gouvernement devrait répondre aux préoccupations des députés nationaux sur la taxe RAM.

LRP

Grève des enseignants : les grévistes réagissent aux menaces du ministre de l'EPST

Le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et technique menace de désactiver des fichiers de paie, les enseignants qui boycottent la rentrée scolaire 2021-2022 et de les remplacer par les enseignants nouvelles unités ou les engagés non payés. Le ministre menace également préciser que l'Etat congolais irait jusqu'à envisager la rupture de la convention qui lie le pays avec le réseau des écoles catholiques depuis plusieurs années.

Dans un message phonique aux autorités provinciales de l'enseignement primaire, secondaire et technique, le secrétaire général a.i de l'EPST à travers son directeur-chef de service a demandé toutes affaires cessantes d'envoyer les équipes de contrôle dans toutes les écoles afin de s'assurer de la présence physique de chaque enseignant dans son établissement d'affectation, établir le constat pour les absents et procéder immédiatement à leur désactivation dans le fichier de paie ainsi qu'à leur remplacement par de nouvelles unités et faire rapport sur les absences non justifiées.

Pour le syndicat des enseignants des écoles catholiques (Synecat) Beni, c'est une intimidation à laquelle les enseignants ne doivent pas céder. Pascal Muliwavyo, secrétaire permanent de ce syndicat, précise qu'il n'y a aucune corrélation entre la convention sur la gestion des écoles avec la grève des enseignants.

Christophe Kanyambwe, secrétaire permanent du syndicat des enseignants du Congo (Syeco), renseignent que les enseignants vont se réunir le dimanche pour analyser le message de l'autorité de tutelle et prendre une position y relative, ce, sans craindre les menaces du ministre tant qu'il estime réclamer son droit.

C'est depuis 4 jours que les cours ont repris. Mais plusieurs écoles chôment encore suite à la grève des enseignants qui réclament la suppression de la zone salariale, l'amélioration de leurs conditions de vie, le respect du deuxième palier et la paie de nouvelles unités. Les grévistes sont parfois visibles dans leurs écoles d'affectation mais sans prester.

MCP/LRP